

Les Nouvelles

de Loire-Atlantique

Mensuel édité par la
Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1019

29 janvier 2018

prix : 0,70 €

Travail & Emploi, Industrie, Services publics
Logement, Utilisation de l'argent



**ÉTATS
GÉNÉRAUX
DU
PROGRÈS
SOCIAL**

Le 3 Février 2018

L'édito d'Aymeric SEASSAU



Après l'abandon du transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes, l'Etat nous doit des comptes. Après des mois de vrai-faux suspens, Hulot reste au gouvernement et permet à **Macron d'entamer une séquence écolo. Un président plus vert pour faire oublier le président des riches. Personne n'est dupe.** En 6 mois, il vient de brader les filières industrielles navales et ferroviaires. Drôle de politique de transition énergétique que celle où l'on cède sa souveraineté sur les capacités de productions destinées aux deux modes de transport les plus propres.

Les ports ? Ils souffrent de sous-investissements. L'Etat n'y tient pas ses engagements quand il ne les frappe pas au portefeuille comme c'est le cas sur le Grand Port Maritime Nantes-Saint-Nazaire. Un port qu'Edouard Philippe traite avec mépris en le reléguant en deuxième division, n'ayant d'yeux que pour Le Havre, Marseille et Dunkerque. Et quand les salarié.e.s de Cordemais, appuyé par ceux des ports et docks et de la raffinerie proposent un projet sans émission de CO2 pour la centrale de Cordemais, on ne les entend pas.

En Loire-Atlantique, nous avons la prétention d'affirmer qu'il n'y aura pas de transition écologique sans relocalisations industrielles, sans produire ici pour répondre aux besoins humains plutôt que de laisser le court termisme capitaliste entrainer les hommes et la planète dans sa course folle. Oui, l'Etat nous doit des comptes. Le mauvais accord avec Mittal signé par le précédent gouvernement arrive à terme. Il a déjà profondément affaibli la filière sidérurgie et peut conduire à de nouveaux dégâts, à Basse-Indre ou à Florange. A Airbus, où on licencie à Nantes pour 2 dessins, on tape dans la caisse pour rémunérer les actionnaires. En un an, les dividendes versées sont supérieures aux bénéfices réalisés. Aux chantiers de Saint-Nazaire, on attend toujours le projet industriel de Fincantieri tandis que se mènent les discussions les plus opaques pour un rapprochement Fincantieri/Naval Group dans le domaine du militaire.

Le bras de fer est engagé et des voix de plus en plus nombreuses se lèvent pour dire : **Nous voulons des comptes ! Nos infrastructures, nos industries, valent mieux que les coups de com'** et les coups de menton d'un président aux ordres de la finance. La Loire-Atlantique dispose de toutes les richesses pour relever les défis qui sont devant elle. **Dans l'urgence, avec les rassemblements nécessaires et comme seule boussole l'intérêt des populations, les communistes sont pleinement engagés dans ces combats d'avenir.**

Aéroport



Déni de démocratie

2

Dossier



L'industrie en question

3

Centrale de Cordemais



Un projet d'avenir

5

Photographie



Le Peuple d'H. CAYEUX

7

Parcoursup



s'orienter n'aura jamais été aussi simple avec Macron !

 MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE

La sélection des étudiants

8

Afrin, la Turquie commet l'irréparable

A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'enclave kurde d'Afrin en Syrie continue d'être bombardée par les forces turques et ses alliés arabes. Le président turc, Erdogan, a juré la perte de l'expérience démocratique kurde du nord de la Syrie (Rojava) dont les combattants ont été au premier rang dans la lutte contre l'organisation de l'Etat islamique. Erdogan, après avoir soutenu les groupes djihadistes, menace de semer à nouveau la violence dans une Syrie déjà meurtrie.

Dans ce contexte, le Parti Communiste Français en appelle au président de la République, Emmanuel Macron, et à toutes les forces démocratiques, pour s'élever contre cette nouvelle agression turque contre le peuple kurde et l'intégrité territoriale de la Syrie.



L'actualité

2

Nantes-Atlantique, un choix qui n'ira pas sans conséquences

Après de longues années d'atermoiement et la gestion calamiteuse du dossier NDDL par le précédent gouvernement, le projet vient d'être abandonné par le gouvernement Philippe et ce, au mépris des territoires de l'Ouest et du processus démocratique et juridique. Pour la fédération de Loire-Atlantique de PCF, « Cette décision est grave de conséquences pour les populations concernées, grave pour le développement, l'aménagement durable et équilibré de notre territoire.



Elle est à l'image de la méthode du Président de la République, qui, depuis son élection porte une démarche autoritaire, marquée d'une centralité renforcée, d'un non-respect des populations, des collectivités et de ses propres engagements ».

En effet, le candidat Macron s'était positionné en faveur du transfert de l'aéroport Nantais et s'était montré déterminé à respecter le résultat de la consultation (55,17% en faveur du transfert). De même que son ministre de l'écologie qui au soir du résultat déclarait s'incliner devant la décision des habitants de Loire-Atlantique, plus nombreux à participer à cette consultation qu'aux dernières législatives.

Et, les communistes de prévenir, « devant ce recul, inutile et stérile d'agiter menaces et déploiement massif des forces de l'ordre. Alors qu'il faut préserver l'apaisement, empêcher tous débordements et les violences, personne n'a besoin d'un coup de

communication d'un gouvernement qui a cédé sur l'essentiel. »

Pourtant, une fois cette décision prise, restent posées les questions d'aménagement du territoire : « face aux réalités d'aménagement équilibré et harmonieux de notre agglomération auxquelles nous sommes confrontés, cette décision ne clôt pas le débat du nécessaire transfert ».

Comme le font judicieusement remarquer les communistes :

Demeurent les questions liées à la saturation de l'aéroport de Nantes-Atlantique qui a dépassé les 5 millions de passagers en 2017, demeurent les questions de qualité de vie des habitants concernés par le Plan d'Exposition au Bruit, demeure l'enjeu économique pour un territoire qui connaît une croissance record de population avec 1 000 000 d'habitants supplémentaires en Pays de la Loire et 600 000 en Bretagne d'ici à 2040, demeure l'enjeu environnemental lié à l'étalement urbain. Pour ce qui nous concerne, avec une grande majorité de la population, notre conviction reste intacte quant à la nécessité d'un transfert pour répondre à l'ensemble des défis ».

Reste aux élus à repenser l'aménagement du territoire sans le transfert, un casse-tête aux conséquences écologiques, urbanistiques, sociales qui ne pourront longtemps être passées sous le tapis.

Projet de loi asile et immigration

Le durcissement des politiques d'immigration

Le 11 janvier le gouvernement présentait les grandes lignes de son projet de loi asile et immigration. Un projet qui s'inscrit indéniablement dans un durcissement et une restriction drastique des droits des personnes étrangères. Répression et exclusions semblent en être les maîtres mots.

Accélérer les procédures, réduire les délais de recours, mais surtout enfermer et expulser semblent être les seuls principaux objectifs poursuivis.



Dans ce dossier, la France fait tous les jours le contraire de ce qu'elle prétend défendre puisque les droits humains des migrants sont sans-cesse bafoués : retours forcés, violences policières, conditions d'accueil indignes dans les locaux prévus à cet effet, militants condamnés lorsqu'ils apportent leur solidarité...

La fin de l'année 2017 a été marquée par la publication de trois circulaires par le ministère de l'intérieur qui ont pour but d'organiser la surveillance et le contrôle des migrants dès le début de leur parcours en France et qui remettent en cause l'accueil inconditionnel des personnes dans les centres d'hébergement d'urgence.

Une situation que dénonce vivement le PCF « Devant le tollé provoqué par ce projet de loi, le président Macron et le gouvernement doivent abandonner ce projet, abroger la circulaire du 12 décembre organisant le flicage des migrants, stopper ce tri inhumain entre migrants, qui exclut les plus pauvres, qualifiés de « migrants économiques ». Il s'agit d'ouvrir une large concertation nationale pour l'élaboration d'une véritable loi d'accueil, d'hospitalité et de fraternité qui respecte les conventions internationales d'affirmation et de défense des droits humains et élargisse les critères d'accueil et multiplie les centres d'hébergement. »

Commémorations du procès des 42 et des 16

En Janvier 1943 se déroule à Nantes le plus grand procès de résistants communistes membres des Francs Tireurs et Partisans (FTP) : 45 résistants communistes comparaissent devant un tribunal militaire nazi, 37 condamnations à mort sont exécutées le 29 janvier, le 13 février et le 7 mai 1943 au terrain du Bêle à Nantes. Toujours en 1943, au mois d'août, se déroule le procès des 16, à huit clos. Ces 16 résistants seront aussi condamnés à mort et fusillés le 25 août. La traque et les filatures des résistants communistes organisées par les « Brigades spéciales » ont été particulièrement efficaces dès 1942.

Ces brigades spéciales créées en 1941, dépendaient de la Préfecture de police de Paris. Anti-communistes, antisémites et xénophobes, les sinistres agents de la BS pratiquaient les interrogatoires et la torture en étroite collaboration avec la Gestapo.

Les procès des 42 et des 16 sont une parodie de justice, ils se déroulent en langue allemande, ce qui rend impossible l'organisation de la défense des résistants. En vérité, ces procès sont avant tout politiques car pour certains accusés aucun fait n'est démontré. Le tribunal allemand et le régime de Vichy voulaient réprimer la résistance communiste et faire des exemples, être identifié comme communiste suffisait à être condamné à la peine de mort. Celles et ceux qui ne furent pas condamnés à la peine capitale furent emprisonnés ou déportés.

Pour leur rendre hommage, le Comité départemental du souvenir des fusillés de Nantes et Châteaubriant organise cette année encore plusieurs commémorations :



Samedi 10 février à 10H30 au terrain du Bêle à Nantes en présence des autorités officielles.

Samedi 10 février à 14H00, place Jean et Renée LOSQ à Ste Luce sur Loire.

Dimanche 11 février à 11H00, au cimetière de Divatte-sur-Loire (La Chapelle Basse-Mer), un hommage sera rendu aux 5 résistants FTP, républicains espagnols, condamnés lors de ces procès.

ISF - évasion fiscale - Cice... FAIRE GAGNER LES RICHES OU LA FRANCE ?

ÉTATS
GÉNÉRAUX
DU
PROGRÈS
SOCIAL

L'industrie en question



Emmanuel Macron et son gouvernement mettent en place une politique de casse sociale, d'une rapidité et d'une dureté inégalées. À plus de 60 %, une majorité de la population estime que la politique du « président des riches » satisfait les plus riches au détriment des catégories populaires. Les mobilisations multiples émergent et l'aspiration à autre chose est bien réelle. Le Parti Communiste est de toutes ces mobilisations, mais lutter contre ne suffit pas. **Pour les communistes, il est possible et urgent de s'engager pour un nouveau progrès social. Il s'agit à la fois de prolonger les conquêtes sociales du siècle dernier, qui font toujours la force de notre modèle social, et de construire les nouvelles avancées sociales qui permettront de répondre aux enjeux du XXIe siècle...**

C'est le sens des Etats Généraux du Progrès Social qui se tiendront le 3 février prochain avec trois objectifs : faire entendre les besoins et les revendications, mettre à disposition nos propositions, construire et porter ensemble des solutions. Fort de cette ambition, le PCF a lancé le débat avec l'ensemble des citoyen-ne-s, salarié-e-s, acteurs associatifs et culturels sur les politiques alternatives à mener dans cinq domaines : le travail et l'emploi, l'industrie, les services publics, le logement, l'utilisation de l'argent. .

Le site <http://progres-social.pcf.fr> est disponible pour prendre connaissance des cahiers, les remplir, annoncer les actions, les luttes. Nombreux sont celles et ceux qui ont déjà annoncé leur participation à cette initiative afin de transformer la seule résistance en contre-offensive, afin de faire quelque chose de fort, de visible de cette initiative. **Ces moments d'échanges et de réflexion s'inscrivent d'ailleurs comme un chantier à part entière de notre cheminement vers un congrès que nous voulons inscrire dans la réalité des luttes sociales au quotidien**

Pour reprendre les mots de Pierre Laurent lors de ses vœux : « pourquoi, au nom de quoi le droit au bonheur ne serait-il pas collectif ? » : voilà ce à quoi les communistes continueront de consacrer tous leurs efforts en 2018.

CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON FAISONS CONVERGER NOS LUTTES AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS SOCIAL

SAMEDI

3
FÉVRIER

9 > 12 h

Le matin venez participer à

ATELIER **INDUSTRIE** PAS DE PROGRÈS SOCIAL NI ÉCOLOGIQUE SANS INDUSTRIE

Riposter à la casse de l'industrie
Quel nouveau industriel pour la France ?
Comment répondre à l'enjeu de sûreté industrielle ?

avec Fabien GAY sénateur PCF

Yann LE POLLOTEC et Aymeric SEASSAU dirigeants nationaux du PCF

Frédéric BOCCARA économiste, dirigeant national du PCF

Marie-Claire CAILLETAUD CGT

Nicolas BONNET OULALDI président du groupe PCF FDG au conseil de Paris

Jean-Noël AQUA enseignant-chercheur et conseiller de Paris



Paris 19

siège national du PCF - 2, place du Colonel Fabien
métro Colonel Fabien (Ligne 2)

14 > 17 h

L'après-midi les ateliers convergeront en

SÉANCE PLÉNIÈRE



Montreuil

salle des fêtes de la mairie - place Jean Jaurès
métro Mairie de Montreuil (Ligne 9)



Fabien Gay, sénateur communiste A la rencontre des salariés de l'industrie

Dans le cadre des états généraux du progrès social, la fédération de Loire-Atlantique du PCF invitait Fabien Gay, Sénateur communiste, pour une journée de rencontres de salariés, syndicalistes... des industries du département.

Un sénateur marathonien

Toute la journée du 11 janvier le jeune sénateur Fabien Gay, élu en septembre dernier, a visité une dizaine d'entreprises installées le long de l'estuaire de la Loire, de Saint-Nazaire à Nantes. Ce n'est pas d'un train de sénateur mais plutôt d'une foulée de marathonien que l'élu communiste a rencontré sur site des travailleurs et leurs représentants syndicaux, essentiellement des délégués CGT.



Le bassin industriel compte plusieurs milliers de travailleurs, dont beaucoup de métallurgistes (Airbus Industrie, Arcelor Mittal, construction navale STX...), le terminal charbonnier, le terminal céréalier, des dockers, etc.

Chaque rencontre a donné lieu à une réunion express : le sénateur avait évidemment préparé ses dossiers, il les a sans aucun doute enrichis des expériences et des propositions industrielles et écologiques des ouvriers. Il s'est engagé à s'en faire l'écho rapidement au Sénat et à interpeller le gouvernement sur la politique industrielle qu'il faudrait engager résolument. En effet le gouvernement Macron n'a même pas

de ministère de l'industrie, mais c'est le ministère des finances, avec Bruno Le Maire qui s'en charge ! C'est tout dire ! **Encore faudrait-il souligner l'ignorance et l'incompétence de la plupart des élus macroniens quant aux questions industrielles, par contre ils semblent imbattables en matière d'ironie, de mépris... et de bêtise !**

Un exemple, celui de la centrale thermique de Cordemais. Mise en service en 1970 cette centrale a été construite pour satisfaire une forte demande d'électricité dans la région : la Bretagne produit moins de 20% de ses besoins en électricité et n'a pas de centrale nucléaire, l'éolien et l'usine marémotrice de la Rance sont très loin de pouvoir satisfaire aux nécessités. Or pour des raisons politiciennes le pouvoir

annonce la fermeture de la centrale. Sans être capable de proposer une alternative à moins d'importer l'électricité allemande produite avec du charbon (bravo la facture CO²)... Alors que la CGT propose une solution écologique, faire fonctionner la centrale avec « le charbon vert », une solution alternative qui demande quelques années pour sa mise en œuvre complète, mais Macron pense à la prochaine présidentielle...

Le sénateur communiste, porteur d'ambitions industrielles et écologiques, interpellera le gouvernement sur cette question.

Quel avenir pour la filière anti-incendie française ?

Si l'horizon s'éclaircit pour la SIDES avec une sortie prochaine d'une procédure de sauvegarde, il n'en est pas de même pour la société GEMAEX. Comment expliquer les difficultés rencontrées par ces deux entreprises ?

« Concurrence internationale rude, allègement des investissements des conseils départementaux, en 10 ans le nombre de véhicules commandés a été divisé par deux » indique Fabrice ORAIN, délégué CGT, réclamant « un soutien indispensable de l'Etat à travers une participation à l'actionnariat pour garantir un service public de qualité, les savoirs et les emplois »



Faire vivre l'industrie...



LA TRANSITION ENERGETIQUE EN ŒUVRE A CORDEMAIS

Enjeux climatiques et progrès social sont indissociables

Les rejets de gaz à effets de serre sont devenus une préoccupation mondiale, pour notre planète bleue et l'humanité. Alors localement, ce constat signerait-il la condamnation de la centrale thermique de Cordemais ?



Après la récente fermeture de ces deux unités fioul de production électrique, le pouvoir Macron aurait décidé de fermer courant 2018 les deux autres unités brûlant du charbon. Or la région Bretagne par exemple produit moins de 20% de sa consommation électrique, la centrale thermique de Cordemais lui est nécessaire pour sa sécurité énergétique. En effet les projets éoliens en cours de réalisation ou les panneaux solaires ne peuvent naturellement pas garantir une continuité de service. Les aléas météorologiques ne permettent pas de garantir la permanence de l'alimentation électrique. Et l'énergie électrique ne se stocke pas. Alors que faire si la centrale fermait et ne produisait donc plus cette énergie devenue vitale qu'est l'électricité ?

Macron et son Ministre de l'écologie Nicolas Hulot ont déclaré vouloir réduire la part du nucléaire.

Moins de nucléaire mais plus de charbon : alors comment faire ? A priori le problème semble insoluble.

Les technocrates "macroniens" suggèrent (le ridicule ne tue pas) qu'il faudrait recourir à l'importation d'électricité produite en Allemagne ! La sensibilité écologique allemande au plan politique a conduit ce pays à rejeter le nucléaire, mais pour finalement recourir massivement aux centrales à charbon ! Le bilan de la facture carbone est catastrophique ! L'hypocrisie et le cynisme du pouvoir macronien conduirait à supprimer 1500 emplois sur le bassin de l'estuaire de la Loire entre les travailleurs de la centrale, des Ports & Docks et de tous les emplois indirects. Et cela pour payer au prix fort une électricité d'importation avec en prime leurs gaz à effet de serre... Est-ce ainsi qu'est envisagée la transition énergétique écologique chez Macron & Cie ?

Des alternatives ingénieuses

Pour les travailleurs EDF avec leur syndicat CGT, les enjeux climatiques ne sont pas opposables aux enjeux du progrès économique et social. Ils ont examiné les propositions alternatives viables pour mettre en harmonie les besoins énergétiques et les nécessités écologiques. C'est ainsi qu'ils ont expérimenté en 2016, avec succès, les possibilités du "charbon vert" et élargissent encore l'horizon avec, à l'étude, la culture possible de micro-algues marines et de méthanisation au final

Le charbon vert



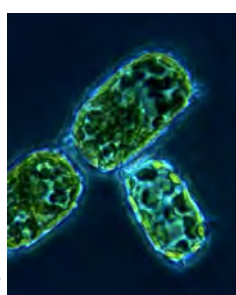
La centrale de Cordemais a testé de façon industrielle un autre combustible que le charbon dans ses installations existantes avec des granulés type sciure de bois torréfié (le pellet) et ça à base de valorisation de déchets. La réussite de ces essais a démontré la faisabilité du projet de co-combustion de charbon et de biomasse dans les installations existantes avec des essais prévus pour avril 2018 jusqu'à

80% de biomasse dans le combustible de la centrale. Une première convention avec la communauté de commune Estuaire et Sillon a permis le traitement de ces déchets. L'économie réalisée par les collectivités locales est estimée à 50 000 Euros par an pour 5000 tonnes de déchets verts ! La validation de ce "charbon vert" qui peut être produit et utilisé sur place devrait permettre dès 2018 un déploiement industriel dans la centrale et dans les entreprises voisines.

Des fumées valorisées



Que ce soit du charbon et/ou de la biomasse, en l'occurrence le pellet, leur combustion n'en provoque pas moins des fumées. Elles sont toujours traitées avant leur rejet dans l'atmosphère. L'objectif écologique est sur la réduction du CO²! Le captage du gaz carbonique est une technique maîtrisée dans des installations équivalente à Cordemais (au Canada, aux Etats-Unis). Ces techniques industrielles permettent de capter 90% du CO² et sont économiquement viables. D'autres solutions plus évolutives existent et sont en étude localement pour un captage par micro-algues marines avec l'entreprise Algosource à Guérande. Les fumées de la centrale alimentent les cultures d'algues marines. Celles-ci entrent dans un processus associé à l'énergie solaire notamment, pour convertir le gaz carbonique en une biomasse. Cette biomasse peut être valorisée par méthanisation pour faire un biogaz, mais aussi sous forme de pétrole artificiel mais sans soufre et sans métaux lourds, en quelque sorte un pétrole propre. Une autre part de ce gaz carbonique peut être convertie également en un gaz valorisable dans de nombreux autres secteurs (Air Liquide, Yarra, industries alimentaires...).



Des progrès industriels multiples

Ces projets industriels présentent de multiples intérêts. Pour les collectivités locales, les coûts de retraitement des déchets verts seront réduits. Le grand port maritime et la SNCF développeraient un nouveau trafic de matières premières. Avec la valorisation de la biomasse et le captage du CO² dans les fumées, la centrale de Cordemais développerait deux nouvelles filières et des emplois

correspondants. Le maintien des moyens de production de forte puissance garantira la stabilité du réseau électrique en prenant en compte l'intermittence des énergies renouvelables (éolien et photovoltaïque). La raffinerie à proximité peut aussi développer une nouvelle filière de produits avec le pétrole artificiel. Et, n'en déplaise aux macron-technocrates, les hommes qui travaillent ici conserveront leur emploi tout en ouvrant des perspectives aux jeunes générations.

La transition énergétique qu'ils proposent engage une démarche environnementale vertueuse. Pour cela, l'obstacle majeur à lever est politique : d'où la visite et l'appui inconditionnel de Fabien Gay à ces travailleurs. L'élu communiste, militant de terrain, portera leurs projets au Sénat.



Arcelor Basse-Indre, pour un retour du cœur de métier

Plus de cinq ans après l'accord signé par J.M Ayrault, qui a permis le transfert du laminage et du décapage de Basse-Indre vers Florange (accord qui vient de se terminer), l'avenir de l'usine pose question. Les effectifs sont en baisse (de 450 salariés en 2016 à 350 fin 2017), des secteurs entiers d'activité sont externalisés (secteurs non productifs). Les salariés se voient proposer des mesures d'éloignement vers d'autres usines du groupe et les clients se font moins nombreux du fait de la moindre qualité des produits.

Il n'y a donc pas d'avenir durable à Basse-Indre sans le retour des activités externalisées à Florange, cœur de métier de l'usine indraise. Une bataille que mènent les communistes locaux avec les représentants des salariés et la population.

Et développer l'emploi



DIESTER : Pour la protection du biodiesel de colza produit en France

Entretien avec Hervé Michaud, délégué CGT

NLA : Pourquoi préférer le biodiesel de colza français ?

HM : Le biodiesel français issu du colza émet moitié moins de gaz à effet de serre que le carburant équivalent issu du pétrole. Par ailleurs, le colza est une ressource majoritairement locale, cultivée sur des terres en jachère, inépuisable car renouvelable ! La plantation de colza a été favorisée par l'Europe elle-même, au début des années 2000, précisément en tant que source de carburant vert et permettre de nous passer de l'importation de l'équivalent de 600 000 hectares de soja essentiellement OGM en provenance du continent américain, dont la production est souvent accusée de participer à la déforestation en Amazonie, ou l'huile de palme du sud-est asiatique. Lorsqu'on produit du biodiesel, on produit également de la glycérine végétale française, produit très demandé par l'industrie pharmaceutique et cosmétique. La filière courte est privilégiée sur l'ensemble de la production.

NLA : Des menaces sérieuses pèsent sur le biodiesel de colza français. Quelles sont-elles ?

HM : Depuis le 28 septembre 2017, la Commission européenne a réduit les droits antidumping sur le biodiesel de soja argentin relançant ainsi une concurrence déloyale. Cette décision, associée aux taxes différentielles mises en place par l'Argentine sur ses exportations de biodiesel, équivaut à subventionner celles-ci à hauteur de 27% créant un avantage compétitif dont la filière française ne dispose pas. Pour le seul mois d'octobre 2017, les volumes de biodiesel argentin atteignant l'Europe, et principalement la France ont atteint 240 000 tonnes, ce qui correspond à 10% du marché français. Face à cette menace, le groupe Avril a présenté un projet de recours à l'activité partielle sur 6

mois renouvelables à compter de février 2018 et concerne l'ensemble des 5 sites dont celui de Montoir de Bretagne. Par ailleurs, le projet de directive biocarburants de la Commission européenne avec l'abaissement du taux d'incorporation de biocarburants issus de cultures alimentaires de 7% à 3,8% dans les moteurs, réduirait la production de biodiesel de 75% à l'horizon 2030.

NLA : Les enjeux sont importants avec des conséquences directes sur les emplois dédiés. Quelles sont vos attentes ?

HM : Les effets seront désastreux non seulement sur l'environnement,

mais aussi sur un secteur de l'économie performant, qui verra ses emplois sacrifiés. Pour l'usine de Montoir de Bretagne 48 emplois directs de l'entreprise sont menacés sans oublier les emplois indirects, et sur l'ensemble des sites en France 500 emplois directs qui sont menacés. Au total, près de 20 000 sont concernés avec une perte d'activité de 60%. En 2018, c'est 1,2 million d'hectares de colza qui ne trouveront pas de débouchés. Cela en rajoutera à la crise agricole. C'est grâce à la recherche-développement que cette économie circulaire a pu être mise en place, mais le modèle économique est très fragile. La nécessaire transition énergétique ne peut se contenter d'un capitalisme teinté de vert. L'Etat français, qui est actionnaire à 18%, doit mettre en place des protections en faveur du biodiesel de colza. C'est pourquoi, nous demandons un soutien sur le long terme en augmentant l'incorporation de 7% à 10% dans le gasoil, l'arrêt des importations de biodiesel en contre partie du maintien de tous les emplois.

L'usine YARA

L'usine de Montoir, dont l'activité principale est la production d'engrais agricoles (NPK et ammonitrates). YARA Montoir emploie 175 personnes en CDI, 20 personnes en contrats temporaires, 50 sous-traitants au quotidien et 500 personnes lors des arrêts techniques annuels.

Depuis 3 ans maintenant, le site enregistre des pertes hors charges d'investissements autour 15 millions d'euro par an. En 2016, une réflexion est engagée pour améliorer la rentabilité financière du site avec la mise en place d'un comité de pilotage intégrant les directeurs financiers, production et supply chain du groupe.

Le rapport, rendu en août 2017, envisage quatre projets pour un investissement de 36,4M€, une mise en place étalée de 2018 à 2019 inclus et un début des opérations en 2020.

A ce jour deux propositions sont validées (9,5M€) pour la poursuite des études mais sont insuffisantes pour apporter la pérennité financière permettant une exploitation durable du site. Pour les deux autres projets (26,9 M€) l'approbation dépend de l'obtention d'une régularisation de la situation environnementale du site.

« Pour le personnel, ces projets sont une chance et, par le biais des Instances Représentatives du Personnel, cela fait des années que l'on réclame des investissements productifs. » indique Philippe Nicolas, délégué CGT. La seule réponse apportée aujourd'hui consiste en des investissements d'ordre environnementaux et sécuritaires : mur de protection du stockage d'ammoniac, unité de dépoussiérage des rejets atmosphériques de l'atelier NPK, unité de lavage des gaz de l'unité d'ammonitrate, traitement des rejets nitreux de l'atelier d'acide nitrique, réfection complète des



réseaux égout pluvial et industriel, engagement lors de la signature du PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) de la réalisation d'un mur de protection autour de l'atelier nitrique et ainsi que financement à hauteur de 40% pour l'aménagement d'une pièce de confinement pour chacun des 150 riverains de la rue Parmentier à Montoir de Bretagne. « Nous ne sommes pas opposés à ces obligations bien au contraire c'est ce qui doit permettre de pérenniser le site dans le futur, mais nous déplorons que les normes françaises soient plus restrictives que les normes européennes nous rendant moins

compétitifs face aux autres producteurs européens » déplore-t-il donnant l'exemple des normes sur les rejets de poussières d'ammonitrate de la tour du prilling qui doivent être respectées avec moins de 35mg par Normaux m3 contre 40mg/Nm3 pour la norme européenne.

De multiples études sur les niveaux de poussières dans l'environnement de YARA concluent qu'il n'y a aucun impact sur la population et que les poussières de nitrate d'ammonium ne sont pas toxiques. Par ailleurs, une étude technico-économique de réduction des émissions de poussières de la tour de prilling prévoit un traitement possible en investissant 6M€ mais cela augmenterait de 25% la consommation énergétique du site !

« C'est pourquoi aujourd'hui forts de ces analyses et au regard de la conjoncture actuelle nous souhaitons obtenir un avis favorable à la demande de dérogation, pour produire à long terme. Bien évidemment, notre site aura retrouvé une pérennité financière nous serons les premiers à exiger de notre direction la mise en œuvre de toutes les mesures permettant toute réduction de ces rejets. » conclut le syndicaliste.

L'industrie en Loire-Atlantique, plus de 100000 emplois

Le tissu industriel de Loire-Atlantique a été essentiellement façonné par la Loire. L'industrialisation du département s'est fortement concentrée sur les rives du fleuve (principalement au nord du fleuve) et sur les deux pôles urbains de Nantes et de Saint-Nazaire.

L'industrie regroupe le 1er pôle national de construction navale avec les chantiers STX, et le 4e pôle national de l'aéronautique autour d'Airbus et des ses sous-traitants. **Le département est également l'un des leaders européens dans l'agroalimentaire.**



Pas de progrès sans industrie



Airbus : Rencontre avec Pascal Busson, Délégué CGT Airbus



NLA : Que représente Airbus en Loire-Atlantique, en termes de production et de salariés ?

L'effectif d'Airbus Nantes est 2642 salariés à statuts Airbus en CDI, plus 310 intérimaires travaillant en permanence sur le site. Le site de Nantes assemble les tronçons centraux de toute la gamme, mais fabrique aussi les entrées d'air réacteurs, les radomes (le nez de l'avion) et nombre de pièces composites et aluminium de grandes dimensions.

Pour ce qui concerne le site Airbus de St-Nazaire, l'effectif est quant à lui de plus de 3000 CDI et environ 550 intérimaires.

NLA : Pour beaucoup, Airbus, fleuron de l'industrie aéronautique européenne, avec un carnet de commande plein, des records de livraison en décembre dernier est une entreprise florissante, que cachent ces chiffres, quelle est la stratégie de l'entreprise ?

Airbus a livré en 2017 plus de 700 avions (645 livraisons en 2016). L'objectif est de livrer 1000 avions en 2020 !

Le carnet de commande s'établit à 6616 avions, soit plus de 10 ans (chiffres à fin 2017, hors commandes 380 récentes).

Ces chiffres mirobolants ne doivent pas occulter la réalité de l'entreprise, avec notamment une politique de la rentabilité à court terme et à tout prix. Cela s'est traduit par la fermeture du site historique de recherche et développement de Suresnes (400 postes d'ingénieurs supprimés). Quel avenir pour une entreprise comme la notre, quand la recherche est mise au second plan ?

Pour rappel, Airbus n'a à l'heure actuelle aucun projet pour remplacer la gamme existante, alors que le développement de nouveaux modèles doit être anticipé une décennie avant la mise en service.

Depuis la privatisation en 2000, un seul nouvel avion a été conçu (l'A350), tous les derniers modèles ne sont que des « NEO », versions remotorisées d'avions existants.

Avec cette politique, on peut sans se tromper dire que jamais le Concorde n'aurait vu le jour, et que la création même du consortium européen n'aurait pas résisté à la nécessité de profits immédiats.

Airbus, c'est également la sous-traitance en pleine expansion. De l'emploi certes, mais à moindre coût c'est-à-dire des salariés moins payés et travaillant souvent dans des conditions de travail dégradées. A l'intérieur même du site de Nantes certains ateliers sont devenus des entreprises sous-traitantes à part entière.

D'autre part l'entreprise n'a pas hésité à monter une chaîne d'assemblage aux USA, plus précisément en Alabama, état réputé pour son droit du travail à minima. Une autre chaîne d'assemblage a vu le jour en Chine, avec la production d'A320 pour leur marché intérieur.

La question du transfert de technologie est une inquiétude légitime, et nous pouvons nous attendre à devoir faire face à cette nouvelle concurrence qu'Airbus a lui-même créée.

NLA : Qu'est ce que ces choix impliquent en termes de conditions de travail ?

La problématique des conditions de travail est au cœur de la transformation de l'entreprise, avec la digitalisation et le numérique comme crédo.

Les cadences augmentent, entraînant une multiplication des TMS (Troubles Musculaux Squelettiques) ainsi que des Risques Psycho Sociaux.

NLA : Quels sont dans le contexte les revendications de la CGT ?

La CGT revendique une véritable politique d'embauches ambitieuse, il est anormal d'avoir un tel taux de travailleurs temporaires dans une entreprise avec un carnet de commande de plus de 10 ans. La sous-traitance ne doit pas se faire au détriment des salariés de ces entreprises, l'enjeu d'un syndicalisme fort leur permettant de se défendre et de s'organiser est une préoccupation primordiale.

La digitalisation, la multiplication des robots vont encore augmenter la capacité de production. Cette transformation ne doit pas être uniquement dans un but de rentabilité. Elle doit se faire au service des salariés, en permettant une amélioration des conditions de travail et permettre une réduction du temps de travail.

NLA : A Nantes, la CGT se mobilise contre le licenciement de Grégory, peux-tu revenir pour nous sur cette mobilisation et nous dire en quoi le cas de Grégory est emblématique de la façon dont l'entreprise voit son personnel ?

Concernant le climat social le décalage entre l'image que se donne Airbus et la réalité est flagrant. Le licenciement d'un camarade suite à deux dessins exprimant son mal-être (il est en cours de reconnaissance de maladie professionnelle) en est le parfait exemple. La multiplication des sanctions pour des futilités face à l'impunité des hiérarchies ont pour but de créer un climat de peur, exacerbé par les ordonnances Macron facilitant les licenciements. La CGT se doit de faire prendre conscience aux salariés de la nécessité de s'organiser collectivement pour ne pas subir les uns après les autres cette répression grandissante.

Pas de progrès social et écologique sans industrie

Fabien Gay - Sénateur communiste

« L'industrie française est, depuis trente ans, en déclin constant, et les richesses produites sont passées de 20 à 12% sur cette période. Plus qu'un effet de crise, il s'agit là de la conséquence de choix, alimentés par le fantasme d'une société postindustrielle. Par ces choix, plus ou moins assumés, les gouvernements successifs ont préféré favoriser et justifier la logique du capitalisme financier, l'escalade des profits des actionnaires, la toute-puissance des fonds de pension. **Le Président de la République Emmanuel Macron et son gouvernement poursuivent dans cette lignée ultra-libérale : disparition du ministère de l'Industrie, abandon d'Alstom à l'Allemand Siemens, chantiers navals de Saint-Nazaire... Ce dépeçage de notre industrie entraîne la cohorte des licenciements, délocalisations et pertes de savoir-faire.**

Le 11 janvier 2018, je me suis rendu dans les entreprises de l'estuaire de Loire, entre Nantes et Saint-Nazaire. J'y ai rencontré des travailleurs, des syndicalistes, des élus-e-s qui portent des valeurs de justice sociale, d'égalité, prêts à nourrir des projets de coopération, des expériences intéressantes. De la centrale électrique de Cordemais qui développe un projet de réduction des émissions de CO2, à YARA ou encore SIDES, fabricant de camion de pompier, en passant par STX et Airbus, **autant d'inquiétudes face au désengagement de l'Etat et à la financiarisation croissante, mais également autant de belles rencontres et de volontés fortes de perpétuer et faire évoluer l'industrie.**



Autant d'énergies, de sens des responsabilités et de l'engagement qui montrent qu'ensemble, nous pouvons faire autrement que ce que les libéraux opèrent depuis trente ans. Nous l'affirmons, **il ne peut y avoir de progrès social, écologique, sans reconsidérer un véritable avenir industriel, en lien avec la recherche et les services, sur tous les secteurs stratégiques en France.** »

Martha Desrumaux

L'histoire de Martha Desrumaux est une histoire à bien des égards exemplaire. Son parcours, marqué par ses choix, de dignité humaine et de justice sociale, illustre un double combat. Militante syndicale, elle met en mouvement toutes celles et tous ceux qui veulent défendre leurs droits, les améliorer et en créer de nouveaux. Elle les soutient activement lors des négociations des Accords Matignon de 1936. Fondatrice de l'Union des Jeunes Filles de France dans le Nord, elle favorise l'émancipation de toute une génération, qui obtiendra le droit de vote en 1944.

Résistante de la première heure, elle le sera même au sein du camp de Ravensbrück durant sa déportation. À son retour, elle devient, en 1945, élue municipale à Lille puis l'une des seize premières femmes députées. Les femmes ont souvent été oubliées des historiens, et plus encore celles issues des milieux populaires. La conclusion revient à Pierre Outteryck : « toute sa vie n'a été que luttes pour un monde meilleur et juste ». C'est pourquoi une pétition est mise en ligne sur Facebook par les Amis de Martha Desrumaux demandant son accession au Panthéon.



Culture, idées, sciences

7

COUÉRON :

l'arrivée en Basse-Loire des Espagnols racontée dans un livre

Dès la fin de la Première Guerre mondiale, l'usine J.J. Carnaud et les usines de la Basse-Loire (l'Arsenal d'Indret, Tréfimétaux, Pontgibaud) se tournent vers l'Espagne, pour recruter des spécialistes du laminage à chaud.

Des agents recruteurs parcourent les régions pauvres du Nord, la vieille Castille, Ségovie, Saragosse. Les premiers arrivants sont d'origine paysanne. Ils ont quitté leur village pour des raisons économiques, par refus de la misère pour leurs familles.

Avant la dépression économique des années 30, sur une moyenne annuelle de 22% d'ouvriers étrangers, on trouve 58% de Polonais et 25% d'Espagnols.

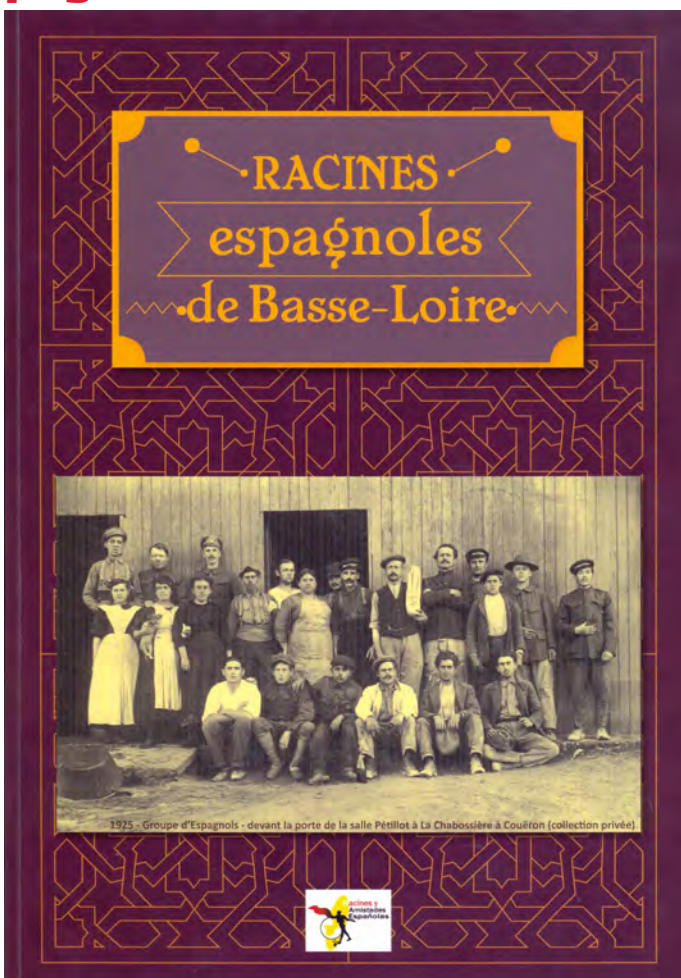
Les premières familles espagnoles arrivées sur Couëron s'installent avec de jeunes enfants dans des baraquements en bois au village de la Chabossière. Les espagnols y ont pris racine, non sans difficulté, le statut d'immigrant demeurant toujours lourd à porter.

« Le soleil est devenu brouillard, le paysan est devenu ouvrier, l'intellectuel fait ce qu'il peut. Plus de chaises dehors mais des volets fermés. Peu à peu, vient l'habitude, le bien être et les amitiés se créent. »

Sans jamais oublier d'où ils venaient, ils se sont construits une vie plus belle et inattendue; ils ont su la transmettre aux générations futures et la partager dans l'association Racines y Amistades Españolas.

Le président Carlos ROIG est à l'initiative de ce livre avec un collectif, à la suite de l'exposition des « portraits de familles » réalisée pour le 10e anniversaire de l'association en 2001.

Le livre peut être commandé au prix de 6 euros auprès de Anita Chauvet: anita@rosarioorange.fr



Blog : <https://assoespagnolecoueron.jimdo.com/>
24 rue du Marais
44220 Couëron 02 40 86 20 52

Bibliothèque Paul ELUARD



Visites commentées de l'exposition « Dans le souffle d'Octobre 17, GAGARINE et le rêve russe de l'espace ».

Judi 25 janvier à 17h
et
mardi 30 janvier à 17 h

32 avenue des plantes - Saint-Herblain.
02 40 40 51 41

L'Huma Café

Programmation 1er semestre 2018

- 23 février : Un autre Code du Travail, c'est possible ! (avec Franck Héas, professeur de droit).
- 30 Mars : École : Quelles alternatives ? (avec Christine Passerieux, revue « Carnets Rouges »).
- 20 Avril : Égalité Hommes / Femmes et Management (avec Sophie Binet, secrétaire générale adjointe de l'UGICT CGT).
- 18 Mai : A propos de la Grèce (avec Marie-Laure Coumin-Koutsaftis, journaliste à L'Humanité).
- 15 Juin : Journalisme et Société numérique (avec Jean-Emmanuel Ducoin, journaliste à L'Humanité).

Toutes les rencontres ont lieu au Lieu Unique, salle du Foyer haut, le Vendredi de 18h à 20h

L'Huma café® citoyen
de Nantes

Lire :

Le Peuple d'Hélène CAYEUX



Hélène Cayeux - qui nous a quittés en septembre dernier - a été reporter photographe à l'AFP, puis à Ouest-France. Généreuse, elle a aussi donné des photos notamment aux Nouvelles de Loire-Atlantique ou à L'Humanité.

Elle a confié son fonds, soit 40 000 photos, au Centre d'Histoire du Travail de Nantes. Après une belle exposition cet été "Au contact de la machine", un beau livre signé Alain Croix et Xavier Nèrière vient de paraître: Le Peuple d'Hélène Cayeux, une histoire nantaise (éditions du CHT)

Photographe engagée, pendant vingt-cinq ans elle a sillonné les usines et arpenté les manifs. "Avant elle, on ne savait pas qu'on pouvait nous photographier comme ça !" disait Serge Doussin. Toujours sensible aux formes de résistances ouvrières et aux luttes sociales, témoin de la désindustrialisation partielle de notre département, "la belle Hélène" comme la surnommaient les gars de la Navale était également à l'aise sur un terrain de foot. A travers ses photos, elle donne à voir et à penser.

Tandis que les traces du passé ouvrier tendent à disparaître, son oeuvre a une réelle importance patrimoniale. Un livre à s'offrir ou à offrir.

Alain CROIX, Xavier NERRIERE Le Peuple d'Hélène Cayeux (Editions du CHT) 29 €

Loïc LE GAC



MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE *Parcoursup*
La sélection qui ne dit pas son nom

Lancé le 22 janvier dernier comme le nouveau gel douche à la mode par le gouvernement, Parcoursup vient remplacer APB (Admission Post BAC).



INFO FLASH : Saisissez vos vœux jusqu'au 13 mars 18h00 (heure France métropolitaine GMT+1)

C'est quoi ? Le calendrier Boîte à outils Contact



Souvenez-vous, **APB était un système informatique mis en place pour simplifier les démarches à l'inscription en première année dans l'enseignement supérieur.** Il regroupait sur une seule plateforme internet l'ensemble des formations possibles après le BAC en France. Censé simplifier l'inscription dans la filière du choix de chaque futur étudiant, c'est surtout par manque de place dans les universités que le système APB a laissé **87 000 étudiants sans inscription universitaire à la rentrée 2017.**

Le nouveau gouvernement s'est lancé dans une réforme du système informatique qui, accusé de tous les maux, a été rangé à côté du minitel, dans les sous-sols du ministère de l'éducation. On ne va pas augmenter les budgets des universités et ouvrir des places dans les facs s'il suffit de changer une machine...

Finis donc les peaux grasses et place à la modernité. Qui dit modernité, dit consultation par internet, la démocratie participative, c'est l'avenir ! Les élèves de terminale et les étudiants ont eu du 17 au 19 novembre 2017 pour voter.

Les choix de leurs avenir et de leurs études sont entre leurs mains puisqu'ils ont pu choisir entre : Devenir étudiant, Mes études post-bac, Réussir Sup, Parcours étudiant et le gagnant avec 42,8% des 20 000 voies Parcoursup. **Si vous vous posez la question, oui le choix se limitait au nom.**

Cette mauvaise campagne de promotion aurait pu en rester là si Parcoursup ne dissimulait pas en vérité un système de sélection à l'entrée des Universités. Premier critère de sélection les langues étrangères, les universités exigent désormais un bon niveau dans deux langues ce qui **exclut par avance l'ensemble des filières des BAC professionnels** qui ont fait le choix de ne garder qu'une seule langue pour dégager du temps pour l'enseignement technique. Les autres critères d'analyses des dossiers seront là pour établir un classement en fonction du nombre de places disponibles dans chaque filière de chaque université.

PARCOURSUP :
s'orienter n'aura jamais été aussi simple avec Macron !

Mais après l'échec d'APB, le gouvernement l'avait promis aucun bachelier ne doit désormais rester sur le carreau. Alors que faire de ces étudiants en surnombre, sans ouvrir de nouvelles places ? Une solution semble se dégager dans les universités, créer des filières de rattrapage en attendant de véritablement un accès à la première année. Ces filières semblent converger vers une école payante dans l'université avec un statut particulier pour avoir un diplôme reconnu uniquement au sein de l'université.

C'est le retour d'une pseudo-méritocratie où seuls les classes aisées et quelques exceptions auront le droit aux universités les plus prestigieuses. Pour les autres ce sera les crédits étudiants, une université au rabais ou pire la filière voie de garage.

«Nouvelles de Loire-Atlantique»
 Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
 Commission paritaire : N°0320 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Clément CHEBANIER
 Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
 NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
 Fax : 02 40 48 56 36 E-mail : redac.nla@orange.fr
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Gauthier LORTHIOIS	Pedro MAIA
André MAURICE	Véronique MAHE
Jeannine TROUILLARD	Jean-Marc NASSIET

Imprimé sur du papier produit en France à partir de 100 % de fibres recyclées. Ce papier fourni par UPM sous le numéro FI/011/001 est porteur de l'écolabel européen.
 Eutrophisation : 0,009 kg/tonne

Bilan de mi-mandat des élus Nantais

2014-2017
TROIS ANNÉES D' ACTIONS AU SERVICE DES NANTAIS

Dans la majorité Nantaise, les élus communistes sont pleinement mobilisés pour mettre en œuvre le programme de gauche pour lequel ils ont été élus. Malgré les mauvais coups du gouvernement, ils continuent d'innover au quotidien au service des habitants pour construire une ville pour toutes et tous, une ville solidaire qui privilégie l'humain d'abord. C'est dans ce cadre et alors que plus de trois années viennent de s'écouler depuis les dernières élections municipales, que le groupe des Élus Communistes et Républicains présente leur bilan de mi-mandat. Au travers d'un document téléchargeable sur <http://nantes.pcf44.fr> et d'une soirée débat :

1^{er} février à 18h30
à la fédération du PCF de Loire-Atlantique
41 rue des Olivettes à Nantes

Hommages à Albert LABARRE, Michel VERRET et Daniel BEYER



Albert LABARRE, militant ouvrier, nous a quittés. C'était Bébert pour les uns, Albert pour les autres, mais c'était le même homme, un militant actif, généreux jusqu'à son dernier souffle et toujours attentif aux conditions de vie et de travail de ceux qui appartenait à sa classe, la classe ouvrière.

Il était de ces militants ouvriers qui tout jeune, après la libération, se sont engagés syndicalement avec la CGT, et qui, parallèlement ont pris conscience de la nécessité de l'engagement politique. C'est ainsi qu'Albert adhéra au Parti Communiste Français dès 1950 et pris ses premières responsabilités dans la fédération de Loire Atlantique dès 1956 au sein du Comité fédéral. Il eut de nombreuses responsabilités syndicales à l'UL de Nantes et à l'Union départementale. Retraité, il poursuivit ses activités syndicales pour les salariés du bâtiment et de l'interprofessionnelle. Jusqu'au dernier moment, Albert a été attentif à la vie de son parti pour lequel il est resté fidèle pendant 67 années. Il appréciait toujours autant participer aux réunions de son parti. Albert est parti avec une vie militante bien remplie, utile et efficace qui mérite le respect.



Michel VERRET nous a quittés le 28 novembre à 90 ans. Professeur de philosophie au Lycée Clemenceau, il a créé en 1967 le département de sociologie à l'Université de Nantes, puis en 1972 le LERSCO - Laboratoire d'Etudes et de Recherches en Sociologie de la Classe Ouvrière - reconnu par le CNRS et seul en France à travailler sur la classe ouvrière. On lui doit une trilogie qui fait autorité : L'espace ouvrier, Le travail ouvrier, La culture ouvrière.

Militant communiste jusqu'en 1978, il fut membre de la direction départementale du PCF. Il a aussi été rédacteur de La Nouvelle Critique et on lui doit en 1963 la première analyse du stalinisme republiée dans Théorie et politique, puis Les marxistes et la religion, tous deux aux Editions sociales. Il a été à l'initiative des mémorables Semaines de la Pensée marxiste à Nantes au début des années 60.

Daniel BEYER nous a quittés à l'âge de 72 ans. C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade. Daniel était un militant communiste qui aura conservé toute sa vie, ses convictions et son attachement à son Parti. Il fut aussi, dans sa ville de Montoir de Bretagne, un élu actif et dévoué, pendant deux mandats de 1983 à 1995. Il occupa de nombreuses années la responsabilité de syndic à la Commission Syndicale de Grande Brière Mottière.

Au cours de sa vie professionnelle, il assumait longtemps des responsabilités syndicales, au service de ses camarades de travail.

La fédération du PCF et l'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique présentent aux familles et aux proches d'Albert, de Michel et de Daniel, leurs plus sincères condoléances.

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :
 ADRESSE :
 TEL : EMAIL :

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de PCF44
 A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES